

PN-AAU-960
47291
Proj # 600059

L'EXPERIENCE DU PROJET
NORD SHABA EN TANT QUE PROJET
DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE:
SON HISTORIQUE, SES REALISATIONS
ET SON AVENIR



EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA
Agency for International Development
Kinshasa



Citoyen Muamba Nduba
Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture
Département de l'Agriculture,
Développement Rural et
Environnement
Kinshasa/Gombe.

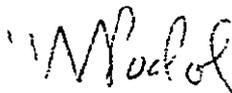
Le 15 juillet 1983.

Citoyen Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe de la présente, le document intitulé "L'Expérience du Projet Nord Shaba en tant que Projet de Développement Rural Intégré: son historique, ses réalisations et son avenir". Ce document, écrit par le Citoyen Mutimura Nyurumuringa, Directeur Technique Adjoint du Projet Nord Shaba avec l'assistance du Citoyen Mubenga Mukendi, Directeur du Service d'Etudes et Planification, du Citoyen Kaloyi Mukadi Senda, Directeur Administratif et Financier Adjoint et M. David Soroko, Administrateur du Projet Nord Shaba auprès de l'USAID, retrace l'historique du Projet Nord Shaba, énumère ses objectifs, décrit les ressources mises en oeuvre pendant sa mise à exécution et offre des propositions concernant les activités de développement futures au Nord Shaba.

Je suis convaincu que ce document permettra à votre Département d'arriver à une décision dans un proche avenir quant à la nature des activités de développement du Nord Shaba au cours des trois années à venir.

Veillez agréer, Citoyen Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.


Richard L. Podol
Directeur de l'USAID

Pièce Jointe.

DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE
DEVELOPPEMENT RURAL ET
ENVIRONNEMENT
PROJET NORD SHABA
B.P. 70
KONGOLO

L'EXPERIENCE DU PROJET NORD SHABA EN TANT QUE PROJET
DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE : SON HISTORIQUE, SES
REALISATIONS ET SON AVENIR

TABLE DES MATIERES

I. GENERALITES	1
a. Historique	1
b. Le but du projet	1
c. Stratégie	2
d. Aire du projet	3
e. Contraintes	3
III OBJECTIFS DU PROJET	4
III. REALISATIONS DU PROJET PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS	6
1. Sous-système d'adaptation et vulgarisation...	6
2. Sous-système pour l'encouragement de la production de l'outillage agricole	7
3. Sous-système de l'infrastructure	9
4. Sous-système d'assistance à la commerciali- sation	12
5. Sous-système de développement des groupements de cultivateurs	15
IV. RESSOURCES MISES A LA DISPOSITION DU PROJET	19
1. Devises	20
2. A. Don	20
B. Prêt	26
2. Zaires	28
V. CHANGEMENTS DUS A LA PRESENCE DU PROJET DANS LE NORD SHABA ?.....	29
1. Sur le plan économique	29
a. Commerce	29
b. Agriculture	30
c. Transport	31
d. Communication	32
e. Construction	32
f. Equipement	32
g. Revenu	33
2. Sur le plan Social	33

3. Sur le plan culturel	34
4. Sur le plan Institutionnel	34
VI. Perspectives d'avenir	
VII. Conclusions	

Annexes :

1° Bilan du PNS	
2° Inventaire du Patrimoine PNS	
3° Prévisions budgétaires 84-86	

I. GENERALITES

a. Historique

Conçu en 1976, le Projet Nord Shaba est le résultat d'un accord entre le Conseil Exécutif National zairois et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique agissant respectivement par l'entremise du Département de l'Agriculture et l'Agence Internationale pour le Développement (USAID).

Les deux parties ont convenu de financer simultanément les différentes étapes du Projet ; le Gouvernement zairois, intervenant notamment pour le fonctionnement et les salaires du personnel zairois et le Gouvernement Américain intervenant dans l'équipement du projet et les salaires des techniciens expatriés, sous forme de don et de prêt accordés au Zaïre pour une durée de six ans.

Le Conseil Exécutif devait assurer au financement estimé initialement à 9.279.000,00 de zaires, tandis que l'USAID devait fournir des fonds en devises estimé à 9.791.000,00 dollars US repartit en prêt : 3.500.000 dollars et don, 6.291.000 dollars. A cette époque, le zaire et le dollar se valaient. Le coût total estimé s'élevait à 19.070.000 zaires ou dollars.

L'exécution du projet aurait dû commencer à partir de la campagne agricole 1977-1978, mais par manque d'infrastructure d'accueil, les activités n'avaient démarré qu'en 1978. C'est ainsi que la Campagne 1978-1979 devient la première.

b. Le But du Projet

Depuis des années, le Nord Shaba était le grenier pour les cités minières du Sud Shaba. Une diversité de denrées alimentaires de base comme le maïs, le riz, l'arachide, le manioc, l'huile de palme, était produite à la satisfaction des consommateurs, tellement que le Zaïre en était devenu exportateur.

Vers 1975, la production de ces différentes cultures accusent un déficit de plus en plus croissant, la production par tête d'habitant diminue alors que la population augmente, l'importation des denrées alimentaires devient une nécessité. Les précieuses devises de la nation zairoise subissent une saignée accrue par l'importation de la nourriture.

Pour subjuguier cette situation, alléger la balance des paiements, contribuer à l'auto-suffisance alimentaire et à l'amélioration du niveau de vie de la population, le projet Nord Shaba a été initié.

Les responsables voudraient parvenir à une auto-suffisance dans la production du maïs, en passant par l'augmentation de la production et du revenu des masses paysannes, du même coup améliorer la balance des paiements en cessant d'être importateur du maïs et d'autres denrées alimentaires de base comme le riz.

Ils voudraient identifier une formule pour une augmentation soutenue de la production et du revenu des cultivateurs et ainsi développer un processus de développement rural qui deviendrait un modèle à appliquer à d'autres régions du pays.

A ce titre, le Projet Nord Shaba doit être considéré comme un essai, comme une expérience à conduire. Il s'adresse aux paysans.

c. Stratégie

Pour arriver à atteindre facilement un but, il faut choisir la ligne de conduite à suivre, la ligne la plus courte n'est pas nécessairement la moins coûteuse. C'est cette dernière considération qui a guidé les initiateurs du Projet.

En effet, on peut produire beaucoup par une agriculture intensive, mais cultiver sur de grandes étendues labourées mécaniquement, acheter des semences sélectionnées, appliquer les engrais chimiques coûtent chers et ces intrants ne sont pas fabriqués au Zaïre, d'où il faut les importer continuellement. Ce serait alors substituer l'importation continuelle des denrées alimentaires à celle continuelle des moyens de production. Ce qui est contraire au but du projet de contribuer à l'amélioration de la balance des paiements.

Le Projet Nord Shaba se veut un projet de développement rural intégré. Il s'adresse au petit cultivateur. Introduire une agriculture mécanisée en son sein reviendrait à superposer les structures d'une économie de marché à une économie de semi-autosubsistance alors que le but est d'identifier une formule d'augmentation progressive et soutenue de la production et du revenu des cultivateurs et ainsi développer un processus de développement rural qui deviendrait un modèle applicable à d'autres régions.

Voilà pourquoi il a été demandé au Projet Nord Shaba de travailler d'abord avec un patrimoine et une technologie accessible localement avant de faire appel aux technologies à importer.

Il s'agit d'établir le répertoire des systèmes de culture pratiqués dans la région, de sélectionner les meilleurs, les amender si nécessaire et les recommander aux cultivateurs.

Dans une deuxième étape, on pourra diffuser les semences améliorées préalablement testées sur place sous l'œil témoin des cultivateurs.

Dans une troisième étape, ce sera vers la fin du terme du projet, on pourra alors introduire les engrais. Mais en ce moment précis, il faudra que le gouvernement zairois se rassure que les engrais seront continuellement disponibles et bon marché par rapport au pouvoir d'achat des cultivateurs.

d. Aire du Projet

La région du projet est située dans la sous-région du Tanganyika et ne s'intéresse qu'aux zones de Kongolo et de Nyunzu approximativement entre 27° et 281' de longitude Est et entre 5° et 640' de latitude sud.

Dans la zone de Kongolo, elle concerne uniquement la rive droite du fleuve Lualaba ; elle occupe les deux tiers de la zone de Nyunzu, à l'exception du secteur au Nord Est de la route principale Kongolo-Nyunzu.

Elle couvre environ 15.000 km² et a une population rural estimée entre 130.000 et 150.000 habitants au total soit une densité moyenne de 15 habitants/km². La plus forte concentration se trouve dans la zone de Kongolo notamment dans les collectivités de N'Kuvu, Munono et Nyembo, etc...

e. Contraintes

Le projet a été élaboré selon l'hypothèse que l'augmentation soutenue de la production ne serait possible que si les contraintes majeures à cette augmentation étaient prises en compte dans un système qui se proposerait de les supprimer simultanément et progressivement. Ces contraintes à l'augmentation de la production sont de quatre ordres principaux :

- le manque d'un service efficace d'encadrement des producteurs lequel service devrait assurer la vulgarisation des variétés à haut rendement et enseigner les pratiques culturales appropriées ;
- le manque du petit outillage aratoire ;
- la détérioration de l'infrastructure routière qui devrait permettre l'écoulement de la production agricole ;
- l'absence d'un système de commercialisation organisé, etc...

II. OBJECTIFS DU PROJET

Pour atteindre le but du projet, il faut passer par une série d'objectifs qui sont assignés à chacune des composantes du projet, les composantes du projet ne sont rien d'autres que les différents services techniques chargés de combattre les contraintes ci-dessus énumérées.

Le projet étant considéré comme un tout, un système ; ses services sont appelés sous-systèmes et ont chacun des objectifs spécifiques.

1. Un sous-système chargé de l'adaptation et de la vulgarisation agricole.

Dans ce domaine, il a été prévu qu'en septembre 1983, le projet devait :

- avoir ouvert 75 centres agricoles
- encadrer 19.000 ménages agricoles
- permettre une production brute de 49.000 tonnes de maïs.

2. Un sous-système pour encourager la production du petit outillage agricole.

Le projet devait produire lui-même des petits outils. Il devait également réhabiliter et réactiver des forgerons locaux, 80 en septembre 83.

3. Un sous-système consacré à l'amélioration et l'extension de l'infrastructure routière dans la région du Projet.

Ce service devait réhabiliter 724 km de routes de desserte agricole et réparer ou construire environ 55 ponts en durables.

4. Un sous-système pour l'assistance à la commercialisation et crédit.

Il s'agit de mettre certaines facilités pour la commercialisation à la disposition des petits opérateurs économiques.

- Améliorer les activités de commercialisation dans le secteur privé à travers la région du projet en encourageant la concurrence.
- Le volume annuel de maïs commercialisé devait atteindre 25.000 Tonnes en 1983.

5. Un sous-système pour encourager des groupements (pré-coopératives) des cultivateurs.

En septembre 1983, il faudra avoir constitué 25 conseils de cultivateurs et 40 groupements pré-coopératifs des cultivateurs.

6. Enfin, un sous-système de communication, chargé de la collecte et l'analyse des données (informations) en vue de l'évaluation et du suivi des activités du Projet.

Il n'a pas d'objectifs spécifiques et quantifiables.

III. REALISATIONS DU PROJET PAR RAPPORT AU

1. Sous-système d'adaptation et vulgarisa

Objectifs à atteindre en septembre 1983	Réalizations par année				
	78/79	79/80	80/81	81/82	82
75 Centres Agricoles	17*	38*	59*	60*	60*
ou 100% de Centres agricoles à ouvrir	23%	51%	79%	80%	80%
19.000 Ménages agricoles à atteindre	3.795	7.357*	11.083*	12.833*	12.751*
ou 100% de Ménages agricoles à atteindre	20%	39%	58%	68%	67%
49.000 Tonnes de production brute	31.530	35.309	65.965	75.585	80.000
ou 100% de production brute à atteindre	64%	72%	135%	154%	163%
NB: * Résultats cumulés					

Commentaires

Il était prévu l'ouverture de 75 centres agricoles pour encadrer 19.000 ménages agricoles.

La première campagne ; celle de 1978-1979 ; le PNS travaillait avec dix sept centres agricoles.

C'est un travail qu'il fallait faire progressivement. Chaque centre agricole a été l'objet d'une étude prospective pour analyser :

- l'accessibilité (voies de communication)
- l'acceptation de l'action du projet
- la densité de la population
- les structures d'organisation socio-culturelle du village.

Tous ces facteurs réunis pouvaient militer pour ou contre l'ouverture d'un centre agricole. Le personnel de vulgarisation était recruté aussi progressivement.

Vers 1981, le Département de l'Agriculture en accord avec l'USAID a décidé de maintenir le nombre de Centres Agricoles à 60. Les efforts d'agents de vulgarisation devaient converger vers l'amélioration et la consolidation du travail déjà effectué. C'est à partir des centres agricoles déjà ouverts que l'action du projet allait rayonner dans les autres parties de l'aire du projet. Voilà pourquoi le projet Nord Shaba s'est limité à 60 centres agricoles au lieu de 75 centres agricoles comme s'était prévu.

Adoption des semences améliorées

Devant une innovation, l'attitude normale de tout être humain est le scepticisme. Personne ne veut prendre des risques ; on hésite souvent surtout quand la décision à prendre est lourde de conséquences. C'est ainsi que l'adoption des semences améliorées s'est faite lentement depuis le début. Maintenant les gens sèment rationnellement la semence Kasai I. Tout le monde est conscient de son haut rendement par rapport aux variétés locales. Ceci explique l'augmentation progressive de la production année par année.

Notons en passant que dans le cadre de la diversification des cultures, un programme d'adaptation, production et vulgarisation des semences améliorées de maïs, arachides, manioc, soya, riz est en cours. Ce programme exige une collaboration profonde avec les différentes institutions nationales de recherche comme le PNM, le PRONAM et le PNL.

Pour l'arachide et le riz, un programme de production des semences G17 et R66 doit commencer car les cultivateurs ont exprimés beaucoup d'intérêts pour ces deux variétés. Pour les autres cultures, les variétés les mieux adaptées aux conditions du Nord Shaba sont entrain d'être identifiées. Le travail est loin d'être achevé.

2. Sous-Système pour l'encouragement de la production de l'outillage agricole.

Objectifs à atteindre en septembre 1983	Réalizations par année				
	78/79	79/80	80/81	81/82	82/83
80 forgerons encadrés	-	-	60*	78*	78
ou 100% de forgerons encadrés	-	-	75%	98%	98%
Petits outils agricoles et machine de transformation	8.163	4.731	9.944	7.047	3.640

NB: * Résultats cumulés

Commentaires

Dès le début du projet, les outils oratoires faisaient défaut dans l'aire du projet. Il fallait en produire vite et en grande quantité. Le sous-système s'est mis au travail. Il a produit des houes, des machettes, de coupe-coupes, des haches, etc... Ce matériel a connu un succès car les cultivateurs ont acheté toute la production.

Il faut signaler tout de suite que la qualité de ces outils laissait à désirer. La matière première est constituée par de vieilles tôles marines récupérées sur de vieux bateaux faisant parti de la mitraille achetée à la SNCZ. Les forgerons payés à la tâche étaient intéressés plus par le nombre d'outils fabriqués que par leur qualité. D'où ces outils ne peuvent faire concurrence à ceux produits par UMAZ ou Chanimetal.

Le sous-système devait recycler et réanimer les forgerons qui vivent dans les villages encadrés par le projet.

78 forgerons ont subi un stage d'une à deux semaines dans les ateliers du projet à Kongolo. L'expérience montre que les outils fabriqués par ces forgerons, sont mieux finis (meilleure qualité) que ceux produits à la tâche par les forgerons employés par le PNS.

Ces forgerons encadrés sont avant tout des cultivateurs, quand ils rentrent chez eux, ils se mettent au travail pendant les mois qui suivent le séminaire mais peu à peu on constate un relâchement dans leurs activités. Mais il existe un certain nombre de forgerons qui tirent réellement profit de leurs outils un peu partout dans l'aire du projet.

Le sous-système a produit également des machines manuelles de transformation des produits agricoles parmi lesquelles il faut citer : La presse à huile, la décortiqueuse d'arachides, et l'égreneuse de maïs. Il faut signaler que la presse n'a pas obtenu de bons résultats. Elle impose un travail musculaire considérable, elle tombe souvent en panne, son rendement en huile paraît faible. Pour cela, on lui préfère la presse traditionnelle produite localement avant l'arrivée du projet.

L'égreneuse à maïs est celle qui est connue un peu partout dans le pays. Son rendement est relativement faible que ce soit pour la grande ou la petite égreneuse.

Une autre machine manuelle de transformation des produits agricoles qui suscite un intérêt particulier pour les cultivateurs, c'est le moulin manuel. Il n'est pas produit au projet. Le PNS n'avait importé que quarante exemplaires qui n'ont pas satisfait à la demande de la population. Il convient d'envisager les possibilités de l'importer.

Tandis que la décortiqueuse d'arachides a connu un très grand succès. Elle est utilisée partout dans l'aire du projet, elle réduit considérablement le temps qu'il faut dépenser pour décortiquer les arachides à la main.

3. Sous-Système de l'Infrastructure

Objectifs à atteindre en septembre 1983	78	Réalizations par année			
		79	80	81	82
724 Km de routes ou 100% de routes		96*	207*	461*	609*
		13%	29%	64%	84%
55 ponts ou 100% de ponts		4	11*	11*	12*
		7%	20%	20%	22%
16 bâtiments ou 100% de bâtiments					13
					81%

NB.: * Résultats cumulés.

Commentaires

Le sous-système de l'infrastructure comprend trois sections : la réhabilitation routière, les ponts et bâtiments ; la maintenance du charroi automobile et autres engins auto-moteurs.

Le projet Nord Shaba devait démarrer en 1977, faute de structure d'accueil, il n'a commencé effectivement qu'en 1978. Vers mars 1979, il y a eu inondation. Tous les engins lourds sont arrivés au Zaïre mais ne peuvent atteindre Kongolo car il est inondé. On les trouve dispersés à Kindu, Kabalo et Kisangani. C'est vers la fin 1979 que le premier kilomètre de route sera réhabilité.

En ce qui concerne les travaux de construction de ponts et bâtiments, nous avons également éprouvé de très sérieuses difficultés. Il fallait recevoir un wagon de ciment par mois au minimum. En 1978 nous avons réceptionné seulement un wagon toute l'année. Nous avons envisagé la possibilité de construire en briques cuites ; mais nos tentatives se sont soldées par un échec car le sol de Kongolo est plus sablonneux qu'argileux. C'est en février 1979, que la pierre a été posée pour le premier pont école de Kifuru.

Aux 13 ponts déjà signalés dans les pages précédentes, il faut ajouter 13 buses posées en remplacement de ponts à construire. Ceci nous ramène à un chiffre de 26 ponts ou à 47% de l'objectif.

Nous devons souligner également un fait, c'est que réhabiliter une route est une chose, et son entretien en est une autre. Les responsables du projet ont toujours eu comme souci majeur l'avenir des routes réfectionnées par le projet. Dans le cadre de ce programme, on n'avait misé sur un travail bénévole et volontaire de la part des populations bénéficiaires sous la conduite des chefs de collectivité. Ce n'était que pure illusion, car personne n'y songe. La preuve est que certaines de ces routes ne donnent plus l'air d'avoir été réhabilitées.

Fort heureusement, Estagrigo, la société cotonnière établie dans la région, a un vaste programme de cantonnage manuel de 2.000 Km de routes secondaires dans les zones de Kongolo, Kabalo, Nyunzu, Kabongo et même celle d'Uvira dans le Sud-Kivu.

Sur demande des responsables de l'USAID et du PNS les dirigeants d'Estagrigo n'ont pas hésité à inclure au fur et à mesure qu'ils seraient travaillés les 724 Km de PNS. C'est ainsi qu'en 1981, un protocole d'accord a été signé pour confier à Estagrigo un premier contingent de 294 Km en ces termes :

Projet Nord-Shaba - Estagrigo

Protocole d'accord pour la réhabilitation et l'entretien des routes dans les zones de Kongolo et Nyunzu.

Dans le Nord Shaba, la réhabilitation et l'entretien du réseau routier existant est une préoccupation de première importance pour l'évacuation de la production agricole. Le Projet Nord Shaba ainsi qu'Estagrigo ont chacun un programme d'action dans ce sens. Le premier se propose de réhabiliter, par engins lourds, un réseau de 724 Km dans son rayon d'action, communément appelé "Aire du Projet" (dans la zone de Kongolo, Routes de la rive droite du fleuve et dans celle de Nyunzu presque toute la zone à l'exclusion de la partie Nord-Est). Quant à ESTAGRICO, elle a un programme de cantonnage manuel sur un réseau de 2.000 Km répartis dans les zones de Kongolo, Nyunzu, Kabalo, Kabongo et même celle d'Uvira au Kivu dans la plaine de la Ruzizi.

Etant donné que l'action du Projet Nord-Shaba pourrait s'effacer si elle n'était pas suivie d'un effort permanent de maintenance ;

Etant donné également que la société ESTAGRICO est bénéficiaire de cette action et est à même de soutenir un tel effort ;

Et pour ne pas perdre cet avantage ;

Entre les deux parties, il a été décidé ce qui suit :

Art. 1. : Le Projet Nord-Shaba propose à la société ESTAGRICO d'incorporer, au fur et à mesure dans son programme de cantonnage manuel, les 724 Km à réhabiliter mécaniquement par le projet.

Art. 2. : A la date d'aujourd'hui, le Projet Nord-Shaba remet à ESTAGRICO la liste complète ci-jointe, de tronçons déjà réhabilités ; soit un total de 294 Km.

Art. 3. : Le Projet remettra également à l'ESTAGRICO la liste complète de routes qui restent à travailler de même que les programmes annuels d'exécution. Il informera trimestriellement ESTAGRICO du suivi de cette exécution.

Art. 4. : Le cantonnage manuel de routes secondaires et agricoles réhabilitées par le Projet Nord Shaba est donc confié à l'ESTAGRICO qui en assurera les travaux. Si besoin est, ESTAGRICO pourra faire appel aux Conseils Techniques des agents du sous-système de l'infrastructure du Projet Nord Shaba.

Art. 5. : Afin d'éviter le manque de main d'oeuvre pour ce genre de travail, il serait prudent, que ESTAGRICO accorde à ces cantonniers tout au moins le salaire dont jouissent les quelques 30 ouvriers de la même catégorie oeuvrant actuellement au sein du Projet Nord Shaba.

Art. 6. : Pour l'unité de commandement et de Gestion, le Projet Nord Shaba cède à l'ESTAGRICO les dits 30 cantonniers de même que leur équipement de travail.

Ainsi fait à Kongolo, le 19 mai 1981

Pour le Projet Nord Shaba

1. sé/Mateso Wabubyula, Directeur
2. sé/Merrit Sargent, Conseiller
3. sé/David Soroko, Project Officer

Pour Estagrigo

1. sé/François M., Directeur
2. R. Demechelear,
Administrateur Délégué.

C'est dans cette perspective que USAID propose l'intégration de l'infrastructure avec ESTAGRICO. La décision finale revient au département.

Quant aux bâtiments, bien que n'étant pas parmi les objectifs assignés au projet il fallait commencer et terminer les constructions. Pendant les deux premières années, il n'y avait pas de ciment pour fabriquer les blocs ciment, le sol ne s'apprêtait pas à la fabrication des briques cuites, c'est en 1980 qu'on s'est décidé de construire en moellons. Le centre de Ngaba qui normalement aurait dû commencer avec le projet devait être terminé en mai 1981. A l'heure qu'il est il n'est pas tout à fait achevé. Les efforts sont déployés pour l'achever avant septembre 1983.

Il avait également été prévu que le projet construirait à Nyunzu, c'est d'ailleurs dans ce contexte que la concession de STEWERING fut achetée. Cet achat n'a permis d'obtenir qu'un grand magasin, un bureau, un petit atelier, et surtout un guest-house. Le problème de logement des agents devant résider à Nyunzu demeure entier.

Enfin les grandes difficultés majeures étaient le manque de matériaux de construction et le manque de fonds.

Néanmoins, il y a encore beaucoup de routes à réhabiliter dans l'aire du projet. Leur entretien continue est indispensable ; et pour une plus grande promotion de la production, il faudrait aussi songer à réhabiliter les routes de la rive gauche.

4. Sous-Système d'assistance à la commercialisation

Objectifs à atteindre en septembre 1983	Réalizations par année					
	78	79	80	81	82	83
25.000 tonnes de maïs commercialisées	11.635T	12.353T	18.199T	32.383	30.836	+36.000T
ou 100% de l'objectif	47%	49%	73%	130%	123%	144%

Il convient de rappeler qu'au départ ce sous-système était appelé "sous-système de commercialisation et crédit". Le volet "crédit" avait été abandonné pour deux raisons :

1. Il n'y avait pas de crédit à octroyer,
2. Les cultivateurs n'offraient pas suffisamment de garanties.

Dans le document de description du projet, il était prévu que ONACER allait commercialiser 75% du maïs tandis que le PNS devait assurer l'assistance au secteur privé local, pour la commercialisation de 25%. Mais l'ONACER a été supprimé aussitôt après la naissance du projet. Remplacé par l'ONPV, celui-ci aussi a subi le même sort que l'ONACER. Le PNS devait fournir plus d'efforts pour stimuler le secteur privé à s'occuper de la commercialisation de 100% du maïs.

L'assistance à la commercialisation a porté sur plusieurs aspects à savoir :

1. la location des camions PNS aux opérateurs économiques ;
2. la vente du carburant aux commerçants ou opérateurs économiques propriétaires de camions ou de moulins ;
3. l'établissement des contacts entre les minotiers et les commerçants ;
4. l'organisation du marché pour établir un climat d'honnêteté entre les acheteurs et les vendeurs ;
5. la vente des sacs vides aux acheteurs des produits agricoles (100.000 sacs vendus aux commerçants de l'aire du projet et obtenus grâce au prêt 025 négocié par le PNS) ;
6. éducation et organisation des cultivateurs dans la commercialisation des produits agricoles.

L'objectif précis à atteindre était de 25.000 tonnes, le maïs commercialisable est estimé fin 1983 à - 36.000 tonnes, environ 44% en plus de l'objectif final. Quel est l'effet de cette situation sur l'économie nationale ?

Sans le PNS, le Nord Shaba a commercialisé en 1977, 5.904 tonnes. Quelle est la quantité de maïs commercialisé avec le PNS ? Quel est l'écart entre le maïs commercialisé sans le PNS et le maïs commercialisé avec le PNS ?

Annee	Avec PNS (Tonnes)	Ecart entre le maïs commercialisé sans et avec le PNS
1977	0	0
1978	11.635	5.731
1979	12.353	6.449
1980	18.199	12.295
1981	32.383	26.479
1982	30.836	24.932
1983	+36.000	30.096

Une tonne de maïs importé rendu Sakania (au Sud Shaba) revient entre 1981 et 1983 à un coût moyen de + 250\$ USA. Pendant les trois années 1981, 1982 et 1983, la différence entre la production sans le PNS et celle avec le PNS s'élève à 81.507 tonnes équivalent à 20.376.750 \$ USA.

En initiant le PNS, le Conseil Exécutif a épargné les devises équivalent à 20.376.750 \$ USA au minimum car nous n'avons pas tenu compte de trois autres années 78, 79 et 80.

Les fonds investis au PNS sous forme de prêt : 3.500.000 \$ USA sont largement couverts. Ici on ne fait pas le calcul de rentabilité du PNS car tous les éléments ne sont pas réunis.

Nous n'avons pris qu'un aspect positif des réalisations du PNS ; s'il faut valoriser : "les routes construites, les ponts jetés ou réparés sur les rivières longtemps infranchissables, les maisons construites, et d'autres éléments non quantifiables, comme le niveau de Technologie agricole atteint par le cultivateur du Nord Shaba, sa participation dans la prise de décision au niveau de la localité, la valorisation du métier de l'agriculture en lui donnant confiance en lui-même par le PNS" etc., nous verrons que la rentabilité du PNS est manifeste et indiscutable. Il constitue un facteur multiplicateur provoquant beaucoup des effets induits dans l'ensemble de l'économie agricole du Shaba. Le tableau de la production commercialisée de denrées alimentaires autre que le maïs et assez parlant.

Evolution des autres produits commercialisés dans l'aire du Projet vers Sud Shaba, Kasai et autres centres de consommation. (En Tonne)

Année	Riz	Arachides	Manioc	Huile de Palme
1977	58	150	3	1.081
1978	239	236	326	920
1979	359	374	42	1.461
1980	665	474	88	1.570
1981	571	717	185	1.737
1982	277	529	256	1.871

Le sous-système devait trouver une système harmonieux de commercialisation. Même si le système n'a pas été totalement harmonisé, les différentes interventions du PNS à la conférence agricole annuelle au niveau de la région du Shaba ont permis aux cultivateurs d'avoir un prix de plus en plus croissant et rémunérateur.

Prix officiel du maïs au Shaba de 1977 à 1983
par tonne en Zaires

<u>Années</u>	<u>A la ferme</u>	<u>Départ rail</u>
1977	100,00	160,00
1978	220,00	300,00
1979	350,00	600,00
1980	450,00	700,00
1981	600,00	900,00
1982	1000,00	1500,00
*1983	1500 - 2.000	3000,00

* : LES PRIX SONT LIBERALISES.

Si le coût de production en 1983, chez les cultivateurs du Nord Shaba est estimé à \pm 1Z/Kg ; son bénéfice brut varie entre 50 et 100%. Malgré l'inflation toujours croissante, le prix au producteur constitue un facteur déterminant pour l'augmentation de la production. Les agents salariés du PNS commencent à s'en rendre compte et démissionnent au profit de l'agriculture dont le travail paye mieux. En d'autres termes les cultivateurs sentent déjà que leur métier est valorisé.

Une action soutenue et encouragée dans le Nord Shaba peut provoquer des changements profonds dans l'ensemble du Shaba.

5. Sous-Système de développement des groupements de cultivateurs

<u>Objectifs à atteindre en septembre 1984</u>	<u>Réalisations par année</u>				
	<u>78/79</u>	<u>79/80</u>	<u>80/81</u>	<u>81/82</u>	<u>82/83</u>
25 conseils de cultivateurs	-	9	14*	15*	17*
ou 100% de l'objectif		36%	56%	60%	68%
40 groupements de cultivateurs		30	38*	38*	38*
ou 100% de l'objectif		75%	95%	95%	95%

N.B.: * Résultats cumulés

Commentaires

Le premier objectif à atteindre est la création de 25 conseils de cultivateurs.

Pourquoi le Conseil de cultivateur, quel est son rôle ?

Le Projet Nord Shaba est un projet de développement rural intégré. On ne peut faire le développement rural qu'en axant l'action sur l'activité principale de la masse rurale. La population de l'aire du projet est environ 100% agricole. Sa participation dans l'action du projet est la condition sine qua non pour la réussite du projet. Les organisations locales de cultivateurs sont considérées comme des moyens pratiques et efficaces pour entraîner la participation dans les projets de développement. Ces organisations peuvent jouer un rôle très positif dans le processus de développement en agissant comme des vecteurs pour la transmission de l'enseignement technique en brisant les barrières entre le groupe et les individus progressistes.

- L'adaptation des activités du projet aux conditions locales
- Valoriser les ressources locales
- La transmission des besoins, des problèmes de la communauté, etc..

C'est sur cette base théorique que s'explique le bien fondé d'un conseil de cultivateur. L'objectif principal du DCF est de s'assurer que les bénéficiaires du projet atteignent le plus petit des cultivateurs. Il fallait passer par le canal d'une organisation locale appelée "Conseil des Cultivateurs".

A quel niveau se situe le conseil de cultivateur ? L'aire du projet est divisé en trois secteurs. Chaque secteur est subdivisé en centres agricoles. Le centre agricole est l'unité de base du projet. C'est la cellule mère de l'action du projet. Le centre agricole est représenté par un conseil de cultivateur. Le but du conseil de cultivateur n'est pas seulement de représenter les différents groupes sociaux (clan, familles) du centre agricole mais aussi d'initier des actions locales de développement. Le conseil de cultivateur travaille sous la direction technique du moniteur agricole appelé dans le langage du projet "Vulgarisateur" ou responsable du centre agricole.

Le rôle du conseil de cultivateur est :

- de servir de pont entre le projet et les cultivateurs, c'est un canal d'informations à double sens ;
- de servir de forum de discussions au sujet de l'action du projet dans le centre agricole (vulgarisation de meilleures méthodes culturales des variétés améliorées, diffusions des technologies appropriées, commercialisation des produits agricoles, sélection des forgerons à former) ;

- servir de cercle de prise de décisions, pour tous les problèmes touchant la vie socio-économique du village ;
- enfin montrer au cultivateur qu'il doit être l'artisan de son propre développement.

La DGF était confrontée à plusieurs difficultés pour la formation des conseils de cultivateurs. Le conseil de cultivateur (C.C.) étant une institution au delà de tout conflit au niveau du village ; il fallait procéder prudemment en étudiant minutieusement l'enchevêtrement des groupes sociaux, leurs rapports sociaux pour mieux comprendre les groupes avec lesquels on doit travailler et trouver leurs intérêts communs dans l'action.

Il convient de noter qu'il est extrêmement difficile de parler du self-help aux paysans qui ont bénéficié à l'époque coloniale des services publics : dispensaire, école, puits d'eau, maternité, labour mécanique, distribution des outils aratoires, etc..

Les ressources du projet étant limitées, ses objectifs bien définis, cela n'a pas empêché que les cultivateurs ont posé leurs problèmes de santé, d'eau potable, de matériaux de construction, d'école, etc...

Le rôle de l'animateur était d'étudier avec les cultivateurs les voies et moyens pour résoudre les problèmes au niveau du village. Il faut beaucoup de temps pour faire comprendre aux cultivateurs (même aux gens beaucoup plus formés) que l'Etat ne peut pas tout faire.

Une autre difficulté était que dans la zone de Nyunzu, la population est très mobile. Elle vit dans un nomadisme saisonnier.

Les champs de maïs se font en forêt. Pendant la période de labour, tout le monde quitte le village et va s'installer au bloc de champs situé en forêt à plus de dix kilomètres du village. Chaque année les gens changent de bloc. Parfois ces blocs ne sont pas accessibles et les champs peuvent être éloignés de 2 à 3 km. Il était donc difficile de sédentariser les gens (problème complexe à l'étude).

C'est ainsi que la DGF a décidé de concentrer ses efforts dans les secteurs de Kongolo et Mbulula depuis 1981.

Ainsi grâce à l'action des 17 conseils de cultivateurs formés dans l'aire du projet, le DGF a pu établir des canaux d'information solides entre les cultivateurs et le projet. De nouvelles technologies agricoles, des outils aratoires ont été vendus ; des forgerons ont été sélectionnés et de nouvelles techniques culturales démontrées et vulgarisées. Avec l'initiative et la supervision des conseils de cultivateurs, plusieurs sources ont été construites ou aménagées.

BEST
AVAILABLE

-14-

IV. Ressources mises à la disposition du Projet en autres et ailleurs

CREDIT		BUDGET PREVU	BUDGET REALISE	DEBITES	SOLDE	TOTAL
Conseil Exécutif (2)		9.279.000,00	31.521.840,00	31.521.840,00	0	31.521.840,00
M&TD (8)	DCH	6.291.000,00	9.925.000,00	8.752.549,63	1.172.450,37	9.925.000,00
	PRET	3.500.000,00	3.500.000,00	3.499.494,82	505,18	3.500.000,00
		9.791.000,00	13.425.000,00	12.252.044,45	1.172.955,55	13.425.000,00

AVAILABLE
BEST

BEST
AVAILABLE

-20-

Ressources Financières

1. Devises

A. Le Don et son utilisation résumée

Description	Budget prévu	Budget réalisé	Dépenses	Solde
Assistance Technique	7.905.000,00	8.643.162,00	7.825.182,00	820.000,00
Equipement	1.434.000,00	226.061,62	226.061,62	-
Formation	256.000,00	184.882,09	154.882,09	775,00
Divers	330.000,00	501.982,67	479.191,92	22.790,75
Solde	0	328.884,62	0	328.884,62
Total Général	9.925.000,00	9.925.000,00	8.752.549,63	1.172.450,37

BEST
AVAILABLE

BEST
AVAILABLE

-21-

1° Assistance Technique: Financement détaillé

Assistance Technique de DAI

Année	N° Document	Fonds Prévus	Fonds Dépensés	Fonds non Dépensés	Imprévus	Solde	Observations
1976	PTOT/60042/DAI	3.972.784,00	3.972.784,00	-	-	-	
1980	PTOT/60075/DAI	1.904.216,00	1.518.216,00	386.000,00	200.000,00	186.000,00	
1980/81	PTOT/60015A/DAI	1.533.319,00	1.533.319,00	-	-	-	
1981	FICT/10004/PAI	500.000,00	500.000,00	-	-	-	
1982	PTOT/00015/DAI	634.000,00	-	634.000,00	-	634.000,00	
Sous-Total		8.544.319,00	7.524.319,00	1.020.000,00	200.000,00	820.000,00	
		<u>Consultants</u>					
1976	PTOT/60045	12.081,63	12.081,63	-	-	-	- Salaires Hile Salin
1977	70052	24.758,00	24.758,00	-	-	-	Plan de construction de Ngaba par Inga Shaba
1978	60057	57.650,00	57.650,00	-	-	-	Evaluation par DIMPEX
1980	70013	2.521,84	2.521,84	-	-	-	Consultant F.I
1980	10013	2.051,53	2.051,53	-	-	-	Consultant pour Equipement Wagner.
Total		3.643.182,00	7.523.182,00	1.020.000,00	200.000,00	820.000,00	

BEST
AVAILABLE

- 22 -

2° Equipment

Années	N° documents	Fonds Prévus	Fonds Dépensés	Fonds non Dépensés	Imprévus	Saldo	Observations
1976	PRD/C 6037	123.185,36	123.185,36	-	-	-	5 Radio Stations
"	6038	25.753,17	25.753,17	-	-	-	1 Pick-up Chevrolet de 1,75 tonnes
"	6044	7.705,19	7.705,19	-	-	-	Matériel de bureau
"	6052	9.705,37	9.705,37	-	-	-	1 Radio émetteur Motorola: 100 W
"	60956	883,59	883,59	-	-	-	12 calculatrices portatives
"	PA/PR206/72	5.082,89	5.082,89	-	-	-	Pièces de rechange
"	69153	10.506,27	10.506,27	-	-	-	Fournitures de bu- reaux
"	69154	25.519,08	25.519,08	-	-	-	4 Blazers chevrolet
1976	60061	15.440,00	-	15.440,00	15.440,00	-	
1977	70001	7.916,72	7.916,72	-	-	-	6 Motos
1979	ZAI-79-062	6.118,00	6.118,08	-	-	-	1 Camion remorque
1980	ZAI-038	28.245,98	28.245,98	-	-	-	
		266.061,62	250.621,62	15.440,00	15.440,00	-	

UNRECORDED
INDEXED
BEST

5. Formation

Années	N° Document	Fonds Prévus	Fonds Dépensés	Fonds non Dépensés	Solde	Observations
1976	PIE/P6C054	5.250,00	5.250,00			10 semaines de stage pour Cit. Mulamba en Management appliqué
1976	60055	3.255,41	3.255,41			6 semaines de stage pour Cit. Sedzabo en Technologies appropriées.
1976	60059	110,00	110,00			Assurance pour Cit. Mateco et Mbenga
1976	60060	1.907,00	1.907,00			3 semaines de stage pour Cit. Bonani en gestion et commercialisation
1976	60061	9.246,09	9.246,09			
1977	-	135.000,00	135.000,00			Formation chez CIMMYT
1979	00070	775,00	-	775,00	775,00	
1980	0004	20.000,00	20.000,00			
1980	0005	827,80	827,80			
"	0071	1.325,45	1.325,45			
"	0020	1.529,98	589,98			
"	0021	1.947,50	1.947,50			
"	0049	4.654,86	4.654,86			

STATISTIQUE
BESL

BEST
AVAILABLE

-24-

4. Divers

Années	N° Documents	Fonds Prévus	Fonds Dépensés	Fonds non Dépensés	Imprévus	Solde	Observations
1982	10032	48.312,46	48.312,46				IADS Redding/Hedrick évaluateur
1982	10034	78.956,63	78.956,63				Ronco, évaluateur
1982	10033	22.553,70	22.553,70				Louis Berger, évaluateur
"	10035	24.039,24	24.039,24				Science et Techn. Internationales, évaluateur
"	10045	26.800,00	26.800,00				Femme et développement évaluateur
"	10047	5.046,22	5.046,22				Dr. Thomas Blakely
Sous-Total		205.708,25	205.708,25				

5. Autres Divers

1978	COO59-01/ CIMMYT	241.000,00	218.211,00	22.789,00		22.789,00	
1978	-	14.867,00	14.367,00				Affrètements Avion
1979	-	2.250,00	2.250,00				Frais de loyer
"	-	1.570,97	1.570,97				Salaires de Fernandez
"	-	23.148,33	23.148,33				Frais de voyage
"	-	1,75	-	1,75			Solde 79
1980	-	2.130,00	2.130,00				Frais de loyer
"	-	200,00	200,00				Entretien
"	-	70,00	70,00				Frais Téléphone

BEST
AVAILABLE

- 25 -

5. Autres Divers (suite)

Années	N° Documents	Fonds Prévus	Fonds Dépensés	Fonds non Dépensés	Imprévus	Solde	Observations
1981	-	4.125,00	4.125,00				Transports fournitures
1981	-	13.141,49	13.141,49				Frais avion
1981	-	(29.487,00)	(29.487,00)				transfert charges INEXA
1982	-	4.125,00	4.125,00				Frais avion
1982	-	239,96	239,96				Frais de voyage
1982	-	7.712,66	7.712,66				Affrètements/ Avion
1982	-	305,41	305,41				Affrètements DC3
1982	-	4.384,18	4.384,18				" " "
1982	-	6.489,67	6.489,67				Autres frais
Sous-Total		501.982,67	479.191,92	22.790,75	-	22.790,75	

6. Fonds Non-Prévus

1982		3.446,89		3.446,89		
1980		281.428,31		281.428,31		
1981		44.009,42		44.009,42		
Sous-Total		328.884,62		328.884,62		
Total Général		9.925.600,00	8.537.109,63	1.387.890,00	215.440,00	1.172.450,37

B. LE PRÊT

1. Montant prévu: 3.500.000\$ USA
2. Utilisation du prêt

1° Engins lourds

a) 2 caterpillars D6	182.383,52
b) 4 niveleuses 120	336.805,44
c) 2 chargeurs 930	132.142,69
d) 1 compateur	31.018,13

682.353,78

2° Véhicules

a) 13 bennes basculantes	463.364,00
b) 2 bennes fixes	61.780,00
c) 2 camions citerne à carburant	87.592,00
d) 1 camion citerne à eau	40.415,00
e) 11 pick-up à essence	86.146,00
f) 14 pick up diesel	244.426,00
g) 3 Blasers chevrolet	28.590,00
h) 1 remorque	20.726,27
i) bicyclettes	20.525,34

2.053.590,61

3° Pièces de Rechange

a) Pièces de rechange pour la Brigade 15 (Office des Routes)	20.000,00
b) Pneus	68.927,00
c) Pièces de rechange divers groupes et pompes	53.020,39

142.927,39

4° Outillage et équipement divers

a) outillage mécanique complet	17.500,00
b) outillage de menuiserie	18.000,00
c) outillage de charpentage	6.000,00
d) 2 bétonnières	27.253,65
e) 2 machines à souder	16.282,83
f) 1 compresseur d'air	14.100,33
g) 2 pompes à eau	14.507,00
h) groupes électrogènes	33.848,50
i) outillage divers	77.216,00
j) équipement divers	80.763,67

302.471,31

5° Construction

a) Matériaux de construction	25.390,00
b) Réfection des maisons/début du Projet à Kengolo	89.000,00
c) Matériaux de construction Ngaba et 2 groupes électrogènes 150 KW et 12,5KW	154.691,91
d) Achat complexe de Nyunzu	230.000,00

499.081,91

BESL
MONTAIRE

6° Carburant

a) Augas pour petit porteur	280.000,00	
b) Augas et gasoil	50.000,00	
c) Carburant: Zambie et Afrique du Sud	112.059,82	
		190.059,82

7° Achat en cours: prévisions

a) 2 caterpillar D6	250.000,00	
b) 1 véhicule de dépannage	50.000,00	
c) 1 remorque à bascule	15.000,00	
d) 1 groupe électrogène (200-250KW)	50.000,00	
e) 1 groupe électrogène 37,5KW	15.000,00	
f) Matériel électrique et fils	15.000,00	
g) Equipement et outillage pour renouvellement des moteurs diesel	35.000,00	
h) Jeu de Testeurs d'injecteur	10.000,00	
i) Equipement pour adaptation des soupapes	2.000,00	
j) Equipement et outillage divers d'atelier	20.000,00	
k) Machine à souder	8.000,00	
l) 4 réservoirs pour carburant	10.000,00	
m) 4 moteurs diesel	35.000,00	
n) Tuyaux	10.000,00	
o) Transport	105.000,00	
		630.000,00
TOTAL GENERAL		5.499.494,82

2. Fonds en Zaires

ORIGINE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	Total
Trésor public	1.360.000	-	930.000	1.024.000	5.127.865	4.665.925	-	13.047.790
Fonds de Contrepartie	57.000	352.000	990.000	5.183.050	2.000.000	6.892.000	6.000.000	21.474.050
Total	1.357.000	352.000	1.920.000	6.207.050	7.127.865	11.557.925	6.000.000	34.521.840
Soit un coût du PNS en Zaires de 34.521.840								

Ces fonds investis au projet Nord Shaba ont servi à l'achat du matériel et matériaux de construction, du carburant et lubrifiants, des semences, engrais et autres intrants agricoles, du mobilier et de l'équipement du personnel. Ils ont servi également au paiement des salaires du personnel zairois, des frais de mission des nationaux et expatriés ainsi que d'autres indemnités.

V. Changements dûs à la présence du projet dans le Nord Shaba

Il serait très prétentieux de s'attribuer les changements observés dans l'aire du projet de 1977 à 1982. Si l'on parlait seulement des changements observés après l'arrivée du projet, ce serait plus correct, car même le plus petit cultivateur du Nord Shaba a sa part de responsabilité.

L'aire du projet se trouve dans la région qui a été la plus traumatisée par les guerres civiles d'après l'indépendance. Makutano dans la zone de Kongolo a été longtemps en état de siège. Dans la zone de Nyunzu ; il n'y a pas longtemps que les forces publiques se sont retirées de Lengwe et Kabeya-Mayi. La plupart des villages environnants ses lieux avaient été désertés à cause de l'insécurité. Certains villages ont vécu dans un isolement presque total. On pouvait y observer des enfants âgés de + 12 ans qui n'ont jamais vu un véhicule. Pour eux, voir un blanc était un miracle.

L'économie de la région était dominée par le troc. La monnaie n'avait presque pas de valeur sauf au passage d'un colporteur. Sinon au niveau du village, les produits s'échangeaient contre les produits car les villageois disaient que les pièces de monnaie et des billets de banque ne sont pas comestibles. Dans certains marchés on faisait d'abord le troc ; une fois le troc terminé, ceux qui avaient l'argent pouvaient acheter. Très souvent, il n'y avait plus rien à acheter.

Le savon, les allumettes étaient des articles introuvables. Le sel avait été simplement remplacé par le sel traditionnel.

Nous ne serions pas décrire réellement la situation telle qu'elle était ; mais ce dont nous sommes sûre c'est que le projet a été pour le Nord Shaba un catalyseur qui l'a fait sortir de sa léthargie sociale et économique.

1. Sur le plan économique

a) Commerce

- Produits agricoles

Avant le projet, les produits agricoles étaient achetés par les Etablissements Kibwe Sakina et Lualaba dans la zone de Kongolo et SBS dans la zone de Nyunzu. Mais certains produits tels que le coton s'entaissaient chaque année car les routes étaient impraticables. Actuellement les commerçants sont plus nombreux. Ils se disputent la production sérieusement ; le plus fort achète le plus. Il y en a pour qui tous les sacs pèsent 100 Kg.

Même quand c'est moins, ils l'achètent quand même comme tel. Les preneurs sont aussi plus nombreux. Tarica Frères, Minoka, Amato Frères, tous ces meuniers offrent des crédits aux commerçants pour l'achat des produits agricoles. Les quantités commercialisées augmentent chaque année - (voir assistance à la commercialisation).

- Produits manufacturés

La reprise des activités agricoles a provoqué une chaîne d'activités qui se traduit par la florescence des activités commerciales. En effet, le revenu généré par une augmentation soutenue de la production commercialisable a renforcé le pouvoir d'achats des cultivateurs. Automatiquement à leur demande a répondu une offre correspondante.

En effet, alors qu'il existait seulement deux magasins à Kongolo (Kibwe Sakina et Lualaba) et presque rien à Nyunzu en 1977, aujourd'hui Kongolo, Keba, Mbulula, Nyunzu comptent plus de 50 magasins bien achalandés où sont vendus des articles divers.

- Autres produits

Il est plus courant de trouver des savons de fabrication locale vendus dans les villages, les fretins, les habits usagers sont exposés un peu partout sur la route.

Le commerce du poisson est devenu une grande activité commerciale au fin fonds des villages les plus reculés.

Centres de Négoce

En 1977, Kongolo était le seul centre de négoce dominé par deux commerçants cités plus haut. Tous les autres bâtiments étaient abandonnés, les magasins sont ouverts chaque jour. Les centres de négoce se multiplient. On les localise à Kongolo, Keba, Sola, Muroko, Mbulula, Makutano, Bigobo, Lengwe, Nyunzu et Niemba. Tout le long des routes se sont érigées des boutiques où sont vendus des articles de base pour les besoins de la population.

b. Agriculture

L'économie du milieu rural est souvent dominée par le commerce et l'agriculture. Nous aurions dû commencer par l'agriculture car c'est la plus grande source de revenu des cultivateurs. Nous avons déjà montré l'évolution de la production du début jusqu'à nos jours. Nous pouvons cependant ajouter que les données mises en évidence sont celles du maïs. Les autres produits comme le riz, l'arachide ; le manioc, etc... constituent de plus en plus des sources de revenu au point que les cultivateurs en réclament les semences, l'agriculture devient chaque année une activité économique payant. Si certains agents démissionnent pour aller faire les champs, peut être les chômeurs pourront

aussi rentrer au village pour se faire engager dans l'agriculture.

c. Transport

- Transport routier

Alors qu'il fallait en 1978 toute une journée pour effectuer le trajet Kongolo-Nyunzu - (180 Km), aujourd'hui 5 heures suffisent pour y arriver. La Brigade spéciale a desclavé les villages restés longtemps isolés pendant plus de 10 ans. Tous les 60 centres agricoles sont accessibles par route. Tout compte fait, l'infrastructure routière s'est améliorée. Les routes en terre de l'aire du projet sont parmi les plus carrossables ; l'office des routes n'est plus appelée à tort "office des trous" ; il a fait un travail très appréciable ces deux dernières années. L'état actuel des routes de l'aire du projet explique aussi l'augmentation des moyens de transport routier.

Au début on ne comptait pas plus de dix camions à l'heure qu'il est, il y a plus d'une centaine de camions en dehors du charroi impressionnant du projet.

Les vélos, les motos presque inexistantes au départ sont innombrables maintenant. Le moyen de transport des trafiquants, acheteurs de bois et les commerçants est la motocyclette et, la bicyclette devient populaire chez les cultivateurs, c'est la "deuxième femme" comme disent certains.

Transport ferroviaire

Il était prévu dans les documents de conception du projet 30.000\$ et 250.000,00Z pour l'extension de la gare de Nyunzu. En 1979, ces fonds étaient supprimés dans la programmation des dépenses par AID car le besoin d'extension de la gare ne se faisait pas sentir. A partir de cette date, la production commercialisable de Nyunzu a tellement augmenté qu'elle a provoqué un très grand embouteillage dépassant la capacité de chargement de la gare de Nyunzu. Des montages de sacs ont été observés à la gare de Nyunzu attendant le chargement et l'expédition vers les grands centres de consommation. Avec la pression des commerçants et le besoin réel d'un raccordement, la SNCZ vient de résoudre le problème par un nouveau raccordement de 300 m.

Pendant l'implémentation du projet au Nord Shaba la SNCZ était d'accord de vendre tout ce qu'elle possédait car cette partie du réseau n'était plus rentable. En effet plus de 80% des bâtiments abritant le PNS sont achetés ou loués à la SNCZ. Maintenant elle regrette d'avoir vendu ses ateliers, ses maisons, ses magasins etc.. Le personnel de la SNCZ augmente car le volume du travail augmente aussi.

Transport Fluvial

Presque arrêté en 1978, le trafic sur le bief supérieur vient de reprendre, la SMCZ a réparé le slip ; deux bateaux et une barge viennent également d'être réparés.

Transport Aérien

L'Aéroport de Kongolo a été réhabilité par le Projet Nord Shaba. Air Zaire a repris son trafic et une représentation a été dépêchée à Kongolo. Malgré que la piste soit en terre, elle est quand même utilisable toute l'année même pendant la saison de pluies aux frais d'un entretien assuré par le projet et la RVA.

d. Communication

A partir de l'aire du projet, on peut atteindre n'importe quel coin de la République. La Zone, l'Office des Routes, l'Estagrico, le PNS, l'AIR ZAIRE, la Poste, la Météo, toutes ces institutions sont dotées d'appareils de transmission ou de réception des informations. Il est facile de se renseigner à distance avant de prendre telle ou telle autre décision.

e. Construction

La plupart des maisons étaient des huttes en chaume composées d'une seule pièce parfois sans fenêtres, l'explication de l'habitat pauvre à cette époque est que les gens avaient été longtemps obligés d'abandonner leurs maisons et fuir. Fin des fins ils ne trouvaient plus la nécessité de construire de bonnes habitations.

Actuellement dans la zone de Kongolo, on constate un changement net. Les maisons sont solidement construites en briques adobes et plus spacieuses. Généralement il y a la résidence de la famille et une cuisine construite à part.

Dans la zone de Nyunzu, le chef Pende a donné un modèle de maison à construire. Les cités de Kongolo, Nyunzu, Mbulula, Keba se sont agrandies avec les très belles maisons construites en matériaux semi-durables. La demande en matériaux de construction est très forte. Les cultivateurs demandent que le PNS leurs en trouvent.

f. Équipement

Pendant la campagne de commercialisation du maïs, les commerçants déboursent l'argent pour acheter les produits agricoles. Cet argent est vite récupéré quand ils vendent des articles de consommation, les radios se vendent comme de petit pain. Les vélos, les machines à coudre ne satisfont pas à la demande. Ceci nous amène à parler du revenu des cultivateurs.

g) Revenu

Le cultivateur du Nord Shaba a plusieurs sources de revenu : huile de palme, arachides, manioc, riz, vin de palme, maïs, élevages, etc..

Nous n'avons pas l'intention de faire le calcul de revenu du cultivateur de l'aire du projet. Nous avons simplement besoin de montrer qu'il y a eu un accroissement de son revenu si pas en termes réels du moins en termes absolus en prenant uniquement le maïs.

<u>Année</u>	<u>Maïs commercialisé</u>	<u>Prix/Tonne</u>	<u>Prix Total</u>
1977	5.904	100	590.400
1978	11.635	200	2.559.700
1979	12.353	350	4.323.550
1980	18.199	450	8.189.550
1981	32.383	600	19.429.800
1982	30.836	1000	30.836.000
1983	36.000	1750	+ 63.000.000

En 1983, les menages agricoles atteints par l'action du projet sont estimés à 13.000. Chaque ménage aurait donc en moyenne un revenu provenant du maïs évalué à $\frac{63.000.000}{13.000} = 4.846,15Z$ en 1983 contre 2.307,69 en 1982.

2. Sur le plan social

Suite aux traumatismes connus pendant les troubles d'après l'indépendance ; les gens se méfiaient de toute personne inconnue. A Nyunzu, vous arriviez dans un village, on ne vous approche même pas. De très loin, les villageois vous observent et attendent. Certaines questions ne pouvaient pas être répondues directement. Un conseil devait être tenu par les sages. A cause de leur accès difficile ; certains villages étaient soumis à une autorité coutumière très cupide. Tout était pour elle, les agents de la territoriale essayaient de remplir leurs poches avec des amendes transactionnelles à leur invention.

Maintenant, la situation a changé. Les cultivateurs peuvent se faire écouter à tous les échelons de la zone par la voie de leurs conseils. Ils n'hésitent pas de produire un rapport contre les agents dont le comportement est indigne sur le terrain. On connaît plus d'un cas d'un vulgarisateur qui a été déplacé, sur demande des cultivateurs car ils le trouvaient inefficace.

L'esprit de partenariat commence à diminuer. Avant les cultivateurs disaient :

Apportez-nous des médicaments, du ciment, des tôles, des vélos. Où est l'argent ? A cette question, tout le monde se retirait l'un après l'autre.

Actuellement la question se pose avec plus de certitude et d'aisance. Amenez-nous du ciment, des tôles, des vélos, des semences, des moulins et nous allons les acheter.

Les gens viennent de plus en plus à l'hôpital. Les médecins ne suffisent plus. Ils expriment leurs besoins en eau potable en médicaments, en articles manufacturés.

Une étude de la Regideso Kongolo montre par exemple que la population de la ville de Kongolo augmente considérablement chaque année. Pour cette raison, la Regideso doit étudier les possibilités d'augmentation de la capacité de pompage de l'eau.

- Les cultivateurs discutent maintenant le prix avec les commerçants. Même avant la libéralisation des prix les cultivateurs avaient déjà commencé à refuser de vendre leur production si le prix ne leur plaisait pas. Ils n'ont plus peur des commerçants.

Après la conférence agricole, le marché de maïs a été ouvert dans tout le Shaba vers le 1er mai 83. Pendant plus de deux semaines, les cultivateurs de Nyunzu ont refusé catégoriquement de vendre leur maïs à 150,00Z le sac de 100 Kg. Ils ont exigé 200,00Z le sac et ils ont eu gain de cause.

De plus en plus, les cultivateurs participent activement dans la vie politico-socio-économique du Nord Shaba.

3. Sur le plan culturel

Sur un territoire de 15.000 Km², il n'y avait qu'une école : l'Institut Mwamba. Cet institut avait un corps professoral composé de finalistes de l'Institut même, vers les années 78. Pendant plus de deux ans, il n'y avait aucune réussite. Maintenant l'Institut connaît plus de 60% de réussites.

Plusieurs écoles sont créées autour de Kongolo, à Mbulula et surtout à Nyunzu. Il y a eu une prolifération de confessions religieuses. En villes et dans les villages, les églises se construisent. Généralement chaque confession religieuse finit par construire sa propre école.

4. Sur le plan institutionnel

Dans les années 1977, l'aire du projet n'avait pas d'activités remarquables. La Regideso ne marchait plus. Kongolo était dans l'obscurité totale et sans eau potable. De l'hôpital, il ne restait que les bâtiments sans médicaments, ni lits pour les malades. Tous les meuniers

avaient fermé leurs moulins, les gens attendaient la farine devant les établissements Kibwe Sakina comme des réfugiés affamés.

Petit à petit la vie a repris - le groupe électrogène de la Regideso a été remis en marche. Le Projet lui a fourni les pièces de rechange et le carburant.

Jusqu'en 1982, la Regideso devait au projet plus de 50.000 litres de gasoil. Même si de temps en temps le groupe électrogène de la Regideso, actuellement SNEL, tombait en panne, mais la population n'a jamais manqué de l'eau pendant plus d'une semaine.

L'hôpital de zone a été renforcé par un projet de santé primaire de l'USAID. Le Projet Nord Shaba, bien que intégré ne pouvait pas résoudre tous les problèmes surtout les problèmes sanitaires de la population. La santé étant un facteur indispensable au développement, le Projet Nord Shaba a pris l'initiative de poser le problème à l'USAID. C'est ainsi que ce projet est né. Plusieurs centres de santé sont déjà créés. Le programme de vaccination a démarré depuis longtemps. Les sources d'eau potables sont aménagées un peu partout et petit à petit la santé de la population s'améliore.

En 1978, il y avait un seul moulin à Kongolo. Maintenant les moulins se trouvent un peu partout à Kongolo, à Keba et à Nyunzu. Ceux qui tombent en panne sont réparés. Il est plus facile de se procurer du carburant à Kongolo. Le PNS a toujours assisté les petits commerçants et maintenant les Etablissements Umba Lenge vendent du gasoil à la pompe.

Plusieurs projets s'intéressent à l'aire du projet, le Département de l'Enseignement Primaire et Secondaire a commencé à réhabiliter l'Institut Technique agricole de Kaseya. Il y a deux autres projets : Institut Médical à Kongolo et une usine de nettoyage du maïs à Nyunzu par Tarica Frères.

VI. PERSPECTIVES D'AVENIR

Après septembre 1983, l'USAID est disposée de financer certaines activités du Projet Nord Shaba pour une durée de trois ans. Il s'agit notamment de l'infrastructure et de la Vulgarisation Agricole. L'infrastructure comprend trois sections:

- la réhabilitation routière
- la construction de ponts
- la maintenance ou l'entretien des engins

La Vulgarisation agricole s'accompagne également de la production des semences. Il faudra y rattacher également le service de collecte et analyse des données.

Ces deux grands volets du projet; l'infrastructure et la Vulgarisation seraient progressivement intégrés à la Société ESTAGRICO (Société à économie mixte) à partir de septembre prochain.

L'USAID a déjà exprimé cette intention au Département de l'Agriculture, Développement Rural et Environnement dans une lettre qu'elle lui a adressé le 13 décembre 1982. Le Département en a pris bonne note et a déjà informé les responsables d'ESTAGRICO.

La reprise en main d'un système de Vulgarisation agricole impliquant une rotation et un assolement de toutes les cultures pratiquées dans l'aire du projet (coton, maïs, riz, haricot, manioc, arachides.. par ESTAGRICO, entraînera nécessairement une augmentation de charges financières et des changements de structures de la Société.

Le personnel d'encadrement de l'Etat, celui du Projet et de l'ESTAGRICO serait complètement intégré de façon qu'un paysan soit atteint par un seul vulgarisateur et cela pour toutes les cultures. Ainsi, nous aurons à utiliser rationnellement les ressources humaines disponibles. Les vulgarisateurs seront alors sélectionnés par une Commission mixte (PNS et ESTAGRICO) et les responsables précéderont à leur mise en place. Le programme de formation sur le terrain sera poursuivi.

L'intégration du personnel d'encadrement posera cependant des problèmes qu'il faudra résoudre au préalable:

- Uniformisation des salaires et avantages sociaux.
- Attribution du matériel roulant à tous les vulgarisateurs (bicyclettes, motos,...)
- Organisation de la gestion du personnel qui continuera à dépendre administrativement de la fonction publique.

Il convient de souligner également la nécessité de prévoir le financement du service de Vulgarisation en monnaie locale par le Conseil Exécutif pour assurer les dépenses résultant du programme additionnel d'encadrement, l'ESTAGRICO n'assure que la Vulgarisation du coton.

Etant donné la délicatesse de la question, l'intégration du Service de Vulgarisation avec ESTAGRICO se ferait par étapes:

- La première étape consisterait en l'intégration des trois services de Vulgarisation (Etat, Projet, ESTAGRICO) en un seul service.
- La deuxième étape serait alors la prise en charge par ESTAGRICO de la gestion de l'encadrement des cultivateurs pour toutes les cultures, laquelle gestion serait sanctionnée par une convention entre ESTAGRICO et le Conseil Exécutif.

Quant au Service de Collecte et Analyse des données, il sera directement rattaché à la Direction des études et planification au niveau de la division des Statistiques Agricoles du Département de l'Agriculture, Développement Rural et Environnement. Le Département et l'USAID estiment qu'il faut renouveler l'expérience du SCAD au niveau du Bureau d'Etudes National pour une large diffusion dans d'autres projets mais aussi comme un instrument d'évaluation. Il serait ainsi composé des techniciens actuels pour commencer, en attendant d'élargir le groupe en vue d'une certaine polyvalence. Les enquêteurs actuels constitueront une antenne du service de collecte et d'analyse des données au niveau du Projet. Cette antenne devra collecter les informations au sujet de l'évolution des activités du Projet "nouvelle formule", lesquelles informations permettront à la direction du projet de diriger efficacement l'exécution des programmes. Elle devra également évaluer les impacts ou les résultats obtenus par le PNS dans son évolution. Enfin, le Département de l'Agriculture et l'USAID devront déterminer des indicateurs précis et quantifiables pour mesurer le succès réalisé sur le terrain dans le cadre de l'intégration du PNS avec ESTAGRICO au niveau de l'Infrastructure et le Service de la Vulgarisation.

S'agissant de l'infrastructure, son intégration se fera sans délai après septembre 1983 si le Conseil Exécutif enterme les propositions de l'USAID au sujet de l'avenir du Projet.

L'infrastructure sera alors dirigé par un Chef de brigade, actuellement en fonction et nommé par l'Office des Routes. Celui-ci sera assisté par les techniciens actuels renforcés par leurs conseillers américains.

L'USAID souhaite que l'expatrié chargé de la logistique au niveau du bureau de liaison soit directement rattaché à l'infrastructure sous la gestion d'ESTAGRICO. Il faudra déterminer dans quelle mesure l'agent de logistique devra assurer l'approvisionnement d'autres services non intégrés chez ESTAGRICO. Notons cependant que l'infrastructure dispose d'un équipement acheté avec le Prêt de l'AID au Conseil Exécutif, lequel Prêt s'élève à \$3.500.000 USA, remboursable en 40 ans avec taux d'intérêt de 2% pendant les 10 premières années et de 3% les années suivantes à partir du premier décaissement. Le Conseil Exécutif devrait être informé régulièrement de l'utilisation de cet équipement. C'est pourquoi, le Département

de l'Agriculture et l'ESTAGRICO devront définir la façon dont l'infrastructure sera utilisée après l'intégration. L'USAID estime aussi que le programme de réhabilitation des routes serait proposé par le Chef de l'infrastructure à une Commission composée d'un représentant du Département de l'Agriculture, d'un représentant d'ESTAGRICO et de celui de l'USAID en octobre de chaque année.

Les agents de l'infrastructure à intégrer chez ESTAGRICO garderont leur statut d'agents de l'Office des Routes en détachement. Ils vont continuer à travailler avec leurs homologues expérimentés sous la gestion d'ESTAGRICO. Néanmoins, dès la première phase de l'intégration, c'est-à-dire, après septembre 1983, le Directeur du Projet devra siéger dans le Conseil de Gestion d'ESTAGRICO, comme administrateur pour le compte du Département de l'Agriculture. Les structures actuelles de la direction du Projet seront maintenues jusqu'à la phase finale de l'intégration si elle a lieu à moins que le Département de l'Agriculture et l'USAID en décident autrement!

Cependant, il y a d'autres volets du projet dont l'USAID souhaiterait voir arrêter les activités dès maintenant. Il s'agit

- de la production du petit outillage agricole (machettes, houes, coupe-coupes).
- de l'assistance à la commercialisation (location de camions)
- du développement des groupements des fermiers (animation rurale, en vue de la formation des pré-coopératives)

En ce qui concerne la production du petit outillage agricole l'USAID ne voudrait plus voir utiliser les ressources financières provenant des fonds de contrepartie d'origine américaine. Il avait été prévu que ce service s'autofinancerait par les recettes provenant de la vente d'outils. Cela n'est malheureusement pas possible, nous avons déjà montré que ledit service ne se suffisait qu'à 45% par rapport aux dépenses engagées. L'USAID est d'avis que la vente d'outils tels que machettes, houes, coupe-coupes, devrait désormais être assurée par les commerçants privés auxquels elle accorderait un crédit pour acheter le matériel fabriqué par l'U.MAZ et CHANIMETAL. Nous estimons cependant qu'avant d'arrêter nos activités de production d'outils, il faut d'abord mettre en marche le système de crédit pour ne pas créer une carence chez les cultivateurs qui continuent à s'adresser au PNS. Nous estimons également que l'USAID devrait accorder ce crédit à ESTAGRICO au lieu d'attendre vainement des commerçants privés qui ne viendront jamais solliciter un tel crédit.

Pour le cas de l'assistance à la commercialisation, l'USAID constate que le charroi automobile actuellement entre les mains des opérateurs économiques de l'aire du projet suffit pour évacuer toute la production vivrière sans l'intervention de nos camions. Cela est vrai, mais il ne faudrait pas perdre de vue que nos camions sont exclusivement loués par de petits commerçants (qui n'ont pas de véhicules) et par des groupements de cultivateurs désireux de vendre leurs produits à des comptoirs établis sur le rail. En outre, cette opération constitue une source de revenu pour le Projet; à ce titre, il serait souhaitable qu'elle soit poursuivie;

On doit cependant s'apercevoir qu'elle ne saurait continuer durablement dans la mesure où il n'est pas prévu un renouvellement du charroi; les fonds qu'elle génère étant directement utilisés pour le fonctionnement du Projet (cés fonds sont toujours déduits du total des prévisions budgétaires). On aura donc habitué les petits commerçants et les groupements de fermiers à un système d'assistance éphémère. S'il y a lieu de renouveler régulièrement le charroi automobile, l'opération serait continuée et soutenue par le Département de l'Agriculture. Par contre, si la location de nos camions aux petits commerçants et aux groupements de cultivateurs doit être considérée à juste titre comme un système éphémère, il serait peut-être bon de vendre les camions à l'ESTAGRICO ou encore les lui céder pour augmenter la part de participation de l'Etat Zaïrois au capital de la Société. Dans l'un ou l'autre cas, ESTAGRICO aura renforcé sa capacité d'évacuation du coton qui traîne souvent longtemps entre les mains des producteurs désespérés.

Pour la question relative aux groupements des fermiers, il a été constaté que les résultats obtenus dans ce domaine n'ont pas répondu aux espoirs des initiateurs du Projet. Nous sommes persuadés qu'une action d'animation rurale est un travail de longue haleine, surtout lorsqu'on demande à nos paysans de s'unir pour former des pré-coopératives. Nous voudrions dire que ce n'est pas en cinq ou six ans qu'on peut arriver à former des unions solides. Si le Département de l'Agriculture voudrait poursuivre cette action, il devrait garantir les moyens matériels et financiers. Dans ce cas, le but essentiel serait de former des pré-coopératives qui seront destinées à devenir des structures durables gérés par les paysans eux-mêmes. Le volet social (c'est-à-dire: l'hydraulique rural, le moulin à manioc et maïs, le dispensaire, les foyers sociaux) devra être considéré comme un facteur important qui contribuera à améliorer les conditions de vie des masses paysannes. Il faudra noter enfin qu'il existe dans l'aire du projet un programme de santé primaire actuellement financé conjointement par l'USAID et l'Eglise du Christ au Zaïre. Les efforts du Projet consisteront donc à engager des discussions avec ces différents partenaires pour la poursuite de ce programme.

VII. Conclusions

1. Nous avons successivement montré la naissance du projet, son évolution et ses réalisations jusqu'à la veille de son échéance. Pour consolider les résultats obtenus par le Projet Nord Shaba, l'USAID envisage de prolonger son assistance technique et financière jusqu'en 1986. Dans son plan de financement en devises, USAID accepte de prendre en charge deux volets principaux du projet : l'infrastructure et la vulgarisation. Ces deux volets du projet seraient intégrés avec la Société Estagrico. Nous avons montré la nécessité qu'il y a de trouver les sources de financement pour les autres volets du projet. Il appartient au conseil exécutif d'étudier les propositions de l'USAID et de décider dans quelles proportions et sous quelle forme le projet sera poursuivi.

2. A l'issue de ces six ans d'activités, le Projet Nord Shaba a achevé et parfois même dépassé la plupart des objectifs lui assigné par ces initiateurs. Mais entre achever les objectifs lui assigné et atteindre le développement des masses rurales du Nord Shaba, il y a une marge.

Le développement ne se fait pas en cinq ou six ans ! Cela demande du temps et des institutions solidement installées dans un action soutenue et continue.

3. Nous pensons que le travail achevé par le Projet Nord Shaba prouve à soufissance son niveau de réussite. Cette réussite serait passagère néanmoins si le PNS ne peut pas continuer son action de vulgarisation renforcée par une distribution d'un matériel génétique amélioré, si les routes réhabilitées ne peuvent pas être entretenues et en fin si les organisations pré-coopératives ne peuvent pas être mises en place pour prendre en main les activités de production et de commercialisation.

4. USAID propose aussi de financer en monnaie locale les activités de l'infrastructure avec les fonds de contrepartie d'origine américaine à 50% en 1984 et à 25% du coût total en 1985. La différence pourrait être trouvée en utilisant les sources de financement locales.

5. Les autres activités non financées par l'USAID sauf la vulgarisation et la production des semences seraient entièrement à charge de conseil exécutif.

REPUBLIQUE DU ZAIRE
DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
PROJET NORD SHABA
B.P. 170

KONGOLO

INVENTAIRE DU PATRIMOINE DU
PROJET NORD SHABA

Juin 1983

1
g

INVENTAIRE DU PATRIMOINE DU
PROJET NORD SHABA

Synthèse	Valeur	Valeur Totale
A. Adaptation et Vulgarisation	2.524.406	
B. Développement des groupements des fermiers	322.792	
C. Assistance à la Commercialisation	1.043.030	
D. Infrastructure	10.724.378	
E. Collecte et analyse des données	224.302	
F. Administration et finances	452.290	
G. Unité de gestion (Direction)	21.603.860	
		36.895.058

A. Adaptation et Vulgarisation

<p>I. <u>Matériel Roulant</u></p> <p>3. Pick-up</p> <p>3. Tracteurs Agricoles</p> <p>17. Moto Honda</p> <p>30. Velos</p> <p>1. Mobylette</p>	<p>195.906</p> <p>247.500</p> <p>561.000</p> <p>75.000</p> <p>14.000</p>	
	<p>1.093.406</p>	
<p>II. <u>Immeuble</u></p> <p>Laboratoire</p> <p>Atelier Mécanique</p> <p>Magasin de Stockage Engrais</p> <p>Magasin de Semences</p>	<p>280.000</p> <p>936.000</p> <p>55.000</p> <p>160.000</p>	
	<p>1.431.000</p>	
	<p>2.524.406</p>	

B. Développement des groupements de fermiers

<p>I. <u>Matériel Roulant</u></p> <p>1. Pick-up 6. Motos Honda 3. Mobylettes 3. Vélos</p>	<p>65.302 198.000 42.000 9.000</p>	
<p>II. <u>Matériel & Mobilier de Bureau</u></p> <p>2. Machines à écrire 6. Tables en bois 10. Chaises en bois 1. Armoire</p>	<p>314.302</p> <p>4.400 1.740 1.900 450</p>	
	<p>8.490</p>	

C. Assistance à la Commercialisation

<p>I. <u>Matériel Roulant</u></p> <p>4. Camions Nissan 2. Camions Toyota 2. Motos Honda 2. Camions Chevrolet</p>	<p>484.000 242.000 66.000 242.000</p>	
<p>II. <u>Matériel & Mobiliers de Bureau</u></p> <p>1. Machines à écrire 2. Calculatrices 11. Chaises en bois 6. Tables en bois</p>	<p>1.034.000</p> <p>2.200 3.000 2.090 1.740</p>	
	<p>9.030</p>	
		<p>1.043.030</p>

D. Infrastructure

I. <u>Matériel Roulant</u>	Valeur (Z)	Valeur Tot. (Z)
3. Pick-up 12. Camions bennes basculantes 1. Camion benne fixe 2. Camion Citernes à Gasoil 1 Camion Citerne à eau 1. Camion remorque 3. Bulldozers 4. Niveleuses 2. Chargeurs 1. Compacteur 6. Motos Honda	195.906 2.030.600 144.650 442.200 189.200 82.500 1.402.500 1.430.000 583.000 154.000 198.000 <hr/> 6.852.556	
II. <u>Matériel Fixe</u> 3. Motos pompe 2. Bétonnières 4. Postes à Souder 3. Compresseurs 2. Vibreuses Machines outils et Outillage divers 5. Groupes Eléctrogènes	248.600 154.000 108.900 205.700 154.000 995.190 467.500 <hr/> 2.333.890	
III. <u>Pièces de Réchange</u> a. Engins Lourds b. Groupes de Soudure c. Groupes Electrogènes	779.552 652.539 33.291 <hr/> 1.465.382	
IV. <u>Autres Matériels et Mobiliers divers</u>	72.550	
		10.724.37

E. Service de Collecte et Analyse des Données

<p>I. <u>Matériel Roulant</u></p> <p>1. Pick-up 4. Moto-Honda 9. Vélos</p>	<p>65.302 132.000 27.000</p>	
<p>II. <u>Matériel & Mobilier de Bureau</u></p> <p>1. Machine à écrire 2. Stencileuse 3. Calculatrices 1 Armoire Autres matériels & Mobiliers divers</p>	<p>2.200 20.000 4.500 450 2.640</p>	
	<p>224.302</p>	
		<p>224.302</p>

F. Administration et Finances

<u>I. Matériel Roulant</u>		
1. Camion Toyota	121.000	
1. Camion Nissan	121.000	
1. Moto Honda	33.000	
1. Yamaha	25.000	
1. Mobylette	14.000	
10. Vélos	25.000	
	339.000	
<u>II. Matériel & Mobilier de Bureau</u>		
8. Calculatrices	12.000	
5. Machines à écrire	11.000	
2. Machines à calculer	3.300	
5. Armoires métalliques	2.225	
10. Bureaux métalliques	25.000	
Autres Mobiliers et Matériels divers	59.665	
	113.190	
		452.290

G. Unité de Gestion ou Direction du Projet.

<u>I. Immeubles</u>	
1. Garage Kongolo	317.521,10.
1. Garage Nyunzu	104.775,00
1. Hangar Groupe Electrogène Mbulula	17.000,00
1. Hangar Groupe Electrogène Nyunzu	41.910,00
1. Magasin Kongolo	762.500,00
1. Magasin Nyunzu	167.640,00
1. Menuiserie Kongolo	317.521,00
1. Dépôt Mitraille Kongolo	317.521,00
1. Bureau Infrastructure	190.405,95
1. Bureau de Secteur Kongolo	107.736,70
1. Bureau de Secteur Nyunzu	502.920,00
1. Cercle Kongolo	380.811,90
1. Maison de passaga Nyunzu	188.595,00
1. Maison de passage Mbulula	230.000,00
1. Immeubles Ngaba	6.542.700,00
5. Maisons Kongolo de type A	1.047.499,40
4. Maisons Kongolo de type B	380.811,90
14. Maisons Kongolo de type C	1.511.513,90
2. Maisons Mbulula	460.000,00
1. Maison Nyunzu	188.595,00
1. Maison Nyunzu	996.068,15
12. Citernes	364.500,00
	15.138.546,00
<u>II. Matériel Roulant</u>	
8. Pick-up	522.416,00
4. Blazers	168.000,00
1. Moto Honda	33.000,00
1. Avion	367.865,00
	1.091.281,00
<u>III. Matériel & Mobilier de Bureau</u>	
1. Armoire Métallique	2.000,00
1. Tables Métalliques	3.000,00
3. Grandes Tables en bois	2.100,00
2. Armoires en bois	900,00
5. Fauteuils Métalliques	2.000,00
	10.000,00
<u>IV.</u>	

IV. MATERIEL FIXE

4. Groupes Electrogènes	440.000,00	
V. <u>Stock Matériel et Fournitures</u>		
Gasoil	288.228,00	
Essence Véhicules	238.700,00	
Essence Avion	294.250,00	
Pétrole	86.318,00	
Huiles & Lubrifiants	427.200,00	
Ciments	192.712,00	
Pièces Labo Ngaba	851.742,00	
Planches	111.000,00	
Diverses pièces de réchange et fournitures.	2.873.443,00	
	5.363.593,00	
		21.603.860,00

REPUBLIQUE DU ZAIRE
DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE
DEVELOPPEMENT RURAL ET ENVIRON-
NEMENT
PROJET NORD-SHABA
B.P. 170
KONGOLO
=====

P R E V I S I O N S

B U D G E T A I R E S

1 9 8 4 .

D E V I S S Y N T H E S E

Prévisions Budgétaires

1984

Synthèse par Compte

Imputations	C o m p t e s	Montants Totaux (Z)	Total Général (Z)
	Matériel	178.000,00	
	Fournitures de bureau	113.360,00	
	Pièces de rechange	328.500,00	
	Matériaux de Construction	1.214.300,00	
	Carburants	1.600.000,00	
	Lubrifiants	828.000,00	
	Intrants agricoles	600.000,00	
	Transport équipement	183.470,00	
	Frais généraux	274.200,00	
	Salaires et primes	4.342.500,00	
	Soins médicaux	653.600,00	
	Indemnité de logement	94.300,00	
	Allocations familiales	89.600,00	
	Frais de transport	445.200,00	
	Gratifications	133.400,00	
	Frais de mission Aire PNS	274.850,00	
	Frais de mission Hors PNS	673.600,00	
	Soutien aux Contractants	402.000,00	
	Vente carburant	- 50.000,00	
	Location Camions	- 300.000,00	
			12.748.880,00

Prévisions Budgétaires 1984
Synthèse par Sous-Système

Indices	Sous-Systèmes	Montants Prévus	Total Général
I	Adaptation et Vulgarisation	2.272.660,00	
II	Développement des groupements de fermiers	585.000,00	
III	Technologie intermédiaire	0.000.000,00	
IV	Assistance à la Commercialisation	404.400,00	
V	Infrastructure	3.112.620,00	
VI	Collecte et analyse des données	473.000,00	
VII	Administration et finances	5.901.200,00	
			12.748.880

I. Sous-système d'adaptation et Vulgarisation

Imputations	Comptes	Montants Totaux (Z)	Total Général (Z)
	Matériaux de bureau	6.500,00	
	Fournitures de bureau	16.160,00	
	Equipement du personnel	68.900,00	
	Salaires et primes	1.071.000,00	
	Allocations familiales	15.700,00	
	Soins médicaux	122.000,00	
	Indemnité de logement	19.100,00	
	Frais de transport	89.000,00	
	Gratification	30.000,00	
	Frais de mission Aire FNS	65.100,00	
	Frais de mission Hors PNS	169.200,00	
	Engrais, herbicides et Insecticides	400.000,00	
	Semences	200.000,00	
		2.272.660,00	

Sous-Système de Développement des Groupements de Fermiers

Imputations	Comptes	Montants Totaux (Z)	Total Génér ral (Z)
	Matériel roulant (vélos)	22.500,00	
	Pièces de rechange	5.000,00	
	Fournitures de bureau	4.100,00	
	Equipement du personnel	11.100,00	
	Salaires et primes	380.400,00	
	Allocations familiales	3.500,00	
	Soins médicaux	11.300,00	
	Indemnité de Logement	1.700,00	
	Frais de transport	14.400,00	
	Gratification	14.000,00	
	Frais de Mission Aire PNS	29.400,00	
	Frais de Mission Hors PNS	87.600,00	
			585.000,00

Sous-Système d'assistance à la Commercialisation

Imputations	Comptes	Montants Totaux (Z)	Total Génér- al (Z)
	Matériel de bureau	11.500,00	
	Matériel roulant	5.000,00	
	Pièces de rechange	201.000,00	
	Fournitures de bureau	6.400,00	
	Equipement du personnel	3.200,00	
	Salaires et primes	271.800,00	
	Allocations familiales	6.600,00	
	Soins médicaux	21.600,00	
	Indemnité de logement	4.300,00	
	Frais de transport	12.000,00	
	Gratification	7.000,00	
	Frais de mission Aire PNS	16.000,00	
	Frais de mission Hors PNS	38.000,00	
	Recettes location véhicules	-300.000,00	
			404.400,00

Sous-Système de l'Infrastructure

Imputations	Comptes	Montants Totaux	Total Général
	Matériel roulant	30.000,00	
	Pièces de rechange	9.000,00	
	Matériel d'entretien Immeubles	42.500,00	
	Matériel de construction	1.214.300,00	
	Fournitures de bureau	11.000,00	
	Equipement du personnel	54.170,00	
	Salaires et primes	1.027.800,00	
	Allocations familiales	28.000,00	
	Soins médicaux	210.000,00	
	Indemnité de logement	35.400,00	
	Frais de transport	163.800,00	
	Gratification	27.900,00	
	Frais de mission Aire PNS	119.550,00	
	Frais de mission Hors PNS	139.200,00	
			3.112.620,00

Sous-Système de Collecte et Analyse des Données

Imputations	Comptes	Montants Totaux (Z)	Total Général (Z)
	Matériel roulant (vélos)	30.000,00	
	Pièce de rechange (vélos)	6.000,00	
	Fournitures de bureau	24.000,00	
	Equipement du personnel	5.600,00	
	Salaires et primes	306.600,00	
	Allocations familiales	2.800,00	
	Soins médicaux	21.600,00	
	Indemnité de logement	5.800,00	
	Frais de transport	14.400,00	
	Gratification	8.500,00	
	Frais de mission Aire PNS	19.300,00	
	Frais de mission Hors PNS	30.400,00	
			473.000,00

Sous-Système de l'Administration et Finances

Imputations	Comptes	Montants Totaux (Z)	Total Général (Z)
	Matériel roulant	25.000,00	
	Pièces de rechange	7.500,00	
	Matériel de bureau	5.000,00	
	Fournitures de bureau	51.700,00	
	Equipement du personnel	40.500,00	
	Frais généraux	274.200,00	
	Transport équipement	670.000,00	
	Carburants	1.600.000,00	
	Lubrifiants	828.000,00	
	Salaires et primes	1.284.900,00	
	Allocations familiales	33.000,00	
	Soins médicaux	267.100,00	
	Indemnité de logement	30.000,00	
	Frais de transport	151.600,00	
	Gratification	46.000,00	
	Frais de mission Aire PNS	25.500,00	
	Frais de mission Hors PNS	209.200,00	
	Soutien aux Contractants	402.000,00	
	Recettes ventes carburant	- 50.000,00	
			5.901.200,00

Nota: Pendant les trois années que l'USAID accepte de continuer le financement de certaines activités du Projet Nord Shaba; il faudrait en ce qui concerne le budget en Zaires trouver les sources de financement pour 49.720.632,00Z répartis comme suit:

1984: 12.748.880,00 Z + 20% = 15.298.656,00 Z

1985: 12.748.880,00 Z + 30% = 16.573.544,00 Z

1986: 12.748.880,00 Z + 40% = 17.848.432,00 Z

Pendant les trois années que l'USAID accepte de financer certaines activités du Projet Nord Shaba, il faudrait en ce qui concerne le budget en Zaires trouver les sources de financement pour 44.621.080,00 Zaires repartis comme suit :

1984 :	12.748.880,00 Z.	=	12.748.880,00 Z.
1985 :	12.748.880,00 Z. + 20%	=	15.298.656,00 Z.
1986 :	12.748.880,00 Z. + 30%	=	<u>16.573.544,00 Z.</u>
Total			<u>44.621.080,00 Z.</u> =====

REPUBLIQUE DU ZAIRE
DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE
DEVELOPPEMENT RURAL ET
ENVIRONNEMENT
PROJET NORD SHABA
B.P. 170
KONGOLO

PREVISIONS BUDGETAIRES EN DEVISES

1984 - 1986

FINANCEMENT DE L'USAID/DON

SYNTHESE PAR COMPTES (000 US DOLLARS)

COMPTES	1984	1985	1986	Total
a. Assistance Technique	1.120	1.071	306	2.497
b. Equipement	577	1.465	289	2.331
c. Formation	20	25	0	45
d. Autres dépenses	100	100	0	200
e. Imprévus	0	0	0	127
	1.817	2.661	595	5.200

SYNTHESE PAR SOUS-SYSTEMES (000 US DOLLARS)

Sous-Systèmes	1984	1985	1986	Total
Adapatation et Vulgarisation	349	377	153	879
Infrastructure	1071	1965	442	3478
Unité de gestion	397	319	0	716
Imprévus				127
	1817	2661	595	5200

PREVISIONS BUDGETAIRES EN DEVISES
ET PAR SOUS-SYSTEME

1. ADAPTATION ET VULGARISATION

A. Assistance Technique	1984	1985	1986	Total
1. Contrats à long terme				
a. Agronome	144	144	144	432
b. Spécialistes des semences	144	144	0	288
2. Consultants				
a. Spécialiste en stockage	12	12		24
b. Spécialiste en fertilisants		12		12
c. Vulgarisateur		12		12
 B. Formation				
1. Tiers Monde	15	15		30
2. Séminaires		5		5
 C. Equipement				
1. Véhicules				
a. 12 Motos		9	9	18
b. Pièces de rechange pour tracteur	2	2		4
c. Entretien	15	15		20
2. Matières Consommables				
a. Semences	2	2		4
b. Insecticide et autres	15	5		20
	349	377	153	879

PROVISIONS BUDGETAIRES EN DEVISES
ET PAR SOUS-SYSTEME

2. INFRASTRUCTURE

	1984	1985	1986	Total
<u>A. Assistance Technique</u>				
1. Contrats à long terme				
Expert Mécanicien	144	144	72	360
Spécialiste de ponts	144	144		288
Spécialiste de routes	144	144	72	360
Spécialiste logistique	80	80		160
2. Consultants				
Gestion, Coordination	18	18	18	54
<u>B. Formation</u>				
Tiers Monde	5	5		10
<u>C. Equipement</u>				
1. Entretien ou maintenance				
2. Nouvel équipement				
a. Chargeur 930 (1980)		80		80
b. 2 Niveleuses 120 G		200		200
c. Camion citerne à carburant		60		60
d. 8 pick-up 4 x 4		130		130
f. Pièces de rechange	63	158	95	316
g. Frais de transport et achat	23	292	35	350
3. Carburant				
	100	0	0	00
	1071	1965	442	3478

PREVISIONS BUDGETAIRES EN DEVISES
ET PAR SOUS-SYSTEME

3. UNITE DE GESTION DU PROJET

A. Assistance Technique	1984	1985	1986	Total
1. Contrats à long terme				
a. Conseiller au Directeur et Chef de l'équipe	144	144	0	288
b. Spécialiste de l'administra- tion et finances	110	55	0	165
2. Consultants				
a. Gestion et Coordination	18	18	0	36
b. Etudes sur les sources de financement locales	18	0	0	18
 B. Equipement				
1. Pièces de rechange pour pick-up	5	0	0	5
2. Matériels de bureau	2	2	0	4
 C. Autres Dépenses				
1. Affrètements avions cargo	50	50	0	100
2. Affrètements avions passagers	50	50	0	100
	397	319	0	716